

Recommandations adoptées

Point 9. Questions internationales

9.3 Palestine : commémoration des 40 ans d'occupation et campagne de solidarité

Que le conseil fédéral :

- réaffirme sa solidarité avec le peuple palestinien et son droit à l'autodétermination;
- endosse la déclaration de campagne de la Coalition pour la justice et la paix en Palestine intitulée *40 ans d'occupation, c'est assez!* et invite ses syndicats à faire de même et à la faire connaître;
- demande à la FNEEQ et à ses syndicats de participer à la journée pour la Palestine du 9 juin 2007 marquant 40 ans d'occupation illégale des territoires palestiniens;
- mandate le comité exécutif et le comité action internationale de poursuivre, durant le présent mandat, un travail d'éducation et de sensibilisation et d'appuyer toutes les initiatives prises par les syndicats afin de sensibiliser leurs membres à la réalité de l'occupation militaire des territoires palestiniens;
- mandate le comité exécutif et le comité action internationale d'exprimer l'appui de la fédération à une campagne de boycottage, de désinvestissement et de sanctions contre l'État israélien, qui est basé sur un travail impliquant de manière significative des organisations sociales et syndicales et à partir d'initiatives qui font consensus et qui sont reprises par ces organisations;
- demande à la FNEEQ et à ses syndicats d'organiser désormais chaque année une activité autour de la date du 29 novembre, consacrée par l'ONU Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (adoptée en 1977, en mémoire de la date anniversaire de l'adoption de la résolution 181 sur le partage de la Palestine);

- demande à la FNEEQ et à ses syndicats de préparer pour cette échéance 2007 un numéro spécial de Carnets destiné à tous les membres et contenant un dossier sur les principaux aspects de la question palestinienne, entre autres l'historique, le droit international, la position du gouvernement du Canada et celle du Québec, les liens économiques et culturels québécois et canadiens avec l'État israélien;
- demande à la FNEEQ et à ses syndicats d'approcher les organisations syndicales et sociales, membres ou non de la Coalition pour la justice et la paix en Palestine, pour que soit élaborée une pétition commune destinée à la Chambre des communes ou à l'Assemblée nationale, et ayant pour but l'adoption d'une motion condamnant le non-respect du droit international par l'État israélien.

Point 12. ICÉA (Institut de coopération pour l'éducation des adultes)

Que le conseil fédéral accorde un don de 1 000 \$ dans le cadre de la campagne annuelle de financement de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes et, compte tenu de la réduction du financement des projets de l'ICÉA, invite ses syndicats :

- à y adhérer comme organisme local;
- à y faire adhérer leur institution d'enseignement;
- et à lui accorder un appui spécial en se procurant des chandails réalisés à l'occasion de son 60^e anniversaire.

Point 13. Questions de privilège

N^o 1 Section La Nichouette du Syndicat des travailleuses et travailleurs des Centres de la petite enfance Québec-Chaudière-Appalaches

Que le conseil fédéral appuie la lutte de la section La Nichouette du Syndicat des travailleuses et travailleurs des Centres de la petite enfance Québec-Chaudière-Appalaches, lui octroie un don de 1 000 \$ et invite ses syndicats à appuyer sa lutte et à verser une contribution financière au syndicat.

N^o 3 Question de privilège relative à l'Université du Québec à Montréal (UQAM)

Que la FNEEQ :

- affirme que l'enjeu central de la crise actuelle est le maintien de la capacité de l'UQAM de s'acquitter de sa mission et d'assurer l'accessibilité à des études universitaires de qualité;

- exige que le gouvernement du Québec verse immédiatement les sommes dues à l'UQAM et s'engage dans un règlement du sous-financement universitaire;
- réaffirme la nécessité d'une gouvernance démocratique des établissements d'enseignement et dénonce le recours à la formule des PPP (partenariats public-privé), directement relié au problème de financement, qui met les institutions à la merci des promoteurs privés;
- appuie les démarches de la communauté universitaire de l'UQAM dans la défense de l'intégrité de son patrimoine académique;
- appuie les démarches du SCCUQ pour le respect intégral des conditions de travail des chargées et chargés de cours de l'UQAM.

N^o 4 *Question de privilège relative à l'accessibilité à l'enseignement supérieur*

Que le conseil fédéral :

- réitère sa position contre le dégel des droits de scolarité dans la perspective d'atteindre la gratuité scolaire à tous les niveaux de l'enseignement supérieur;
- offre tout son appui à la lutte que souhaite engager le mouvement étudiant cet automne sur cette question;
- invite les syndicats affiliés à la FNEEQ d'exprimer aussi leur appui aux associations locales à cet égard;
- invite les organisations étudiantes nationales à collaborer en front commun pour engager la bataille politique nécessaire pour faire échec aux orientations annoncées par le gouvernement minoritaire de Jean Charest avec l'appui de l'opposition officielle de Mario Dumont;
- appelle l'ensemble des organisations syndicales et sociales à prendre position contre le dégel des droits de scolarité et à concrétiser leur appui au mouvement de résistance des étudiantes et des étudiants;
- demande la tenue d'un débat public sur l'accessibilité à l'enseignement supérieur pour pouvoir soulever d'autres avenues que celle du dégel des droits de scolarité et de réunir les conditions essentielles pour demander au gouvernement de renoncer à son projet.

Point 16. États financiers au 31 décembre 2006

16.1 *Fonds général*

- Que le conseil fédéral reçoive le rapport du comité de surveillance des finances sur le fonds général et adopte les états financiers se terminant le 31 décembre 2006;
- Que le conseil fédéral entérine le dépassement de 1 690 \$ (soit 73 690 \$ au total) pour le règlement final des griefs découlant de la loi 111.

16.2 Fonds de négociation

Que le conseil fédéral reçoive le rapport du comité de surveillance des finances sur le fonds de négociation et adopte les états financiers se terminant le 31 décembre 2006.

16.3 Fonds d'administration des ristournes d'assurance

Que le conseil fédéral reçoive le rapport du comité de surveillance des finances sur le fonds d'administration des ristournes d'assurance et adopte les états financiers se terminant le 31 décembre 2006.

Point 17. Évaluation de l'enseignement

Que le conseil fédéral :

- reçoive le texte *À propos de l'évaluation* préparé par le comité école et société;
- adopte les propositions suivantes :
 - § La FNEEQ considère qu'à titre de professionnelles et de professionnels, il revient principalement aux enseignantes et aux enseignants de déterminer les avenues à privilégier pour préserver et améliorer la qualité de l'enseignement;
 - § La FNEEQ considère que la mise en place ou le suivi d'un système d'évaluation systématique doit se faire dans le respect intégral de la reconnaissance syndicale;
 - § Dans un contexte où chaque enseignante et chaque enseignant peut, volontairement et à son gré, obtenir sur son enseignement une rétroaction à une fréquence et selon des modalités qui lui conviennent, la FNEEQ considère que, en général, un système d'évaluation comporte trop peu d'incidences positives et trop d'effets potentiellement négatifs pour qu'il soit pertinent de préconiser sa mise en place dans les établissements qui n'en utilisent pas;
 - § La FNEEQ considère que dans un contexte de renouvellement massif du personnel enseignant, des mesures importantes d'insertion professionnelle doivent être développées dans tous les établissements, de telle sorte que soit facilitée l'entrée dans la profession par un accompagnement approprié et des mesures adéquates de soutien. La participation des enseignantes et des enseignants à ces mesures doit être volontaire. Ces mesures doivent respecter l'autonomie des collectifs enseignants, notamment les départements;

- § La FNEEQ croit urgent de développer, au sein des établissements de tous les ordres d'enseignement, des politiques efficaces de règlement des litiges pédagogiques, politiques soucieuses du respect des individus, basées sur la capacité de ceux-ci à s'améliorer et élaborées en conséquence dans une optique de soutien;
- § La FNEEQ invite les syndicats qui décident de participer à un système d'évaluation à défendre les principes suivants : le caractère convenu du processus, le caractère explicite de son objet, la transparence, l'équité, la dimension formative, la confidentialité des résultats et le droit d'en appeler. De plus, toute politique devrait prendre en considération le contexte général et l'environnement particulier de l'enseignement évalué.

Point 18. Réforme de l'éducation

Que le conseil fédéral adopte la recommandation suivante :

- Que la FNEEQ dénonce la réforme au primaire et au secondaire dont l'implantation menace la réussite de nombreux élèves particulièrement ceux qui éprouvent des difficultés;
- Que la FNEEQ réclame de toute urgence du gouvernement la mise en place immédiate des modalités nécessaires à une réflexion critique et complète sur la réforme :
 - § qui fasse une place large, mais non exclusive, aux enseignantes et aux enseignants du primaire et du secondaire;
 - § qui porte tant sur ses fondements que sur ses modalités d'application, y compris l'évaluation des connaissances;
 - § qui soit basée sur un bilan serré des résultats obtenus jusqu'ici;
 - § qui prenne en compte, jusqu'à la remettre en question, la diversification des parcours dès la troisième secondaire;
 - § qui témoigne d'une volonté politique d'apporter ensuite les correctifs qui s'imposent, notamment en garantissant aux enseignantes et aux enseignants toute leur autonomie professionnelle;
- Que la FNEEQ fasse connaître publiquement ces demandes par tous les moyens qu'elle jugera appropriés, notamment en :
 - § alertant le Conseil supérieur de l'éducation;
 - § organisant une campagne de lettres aux journaux;
 - § adressant sur cette question spécifique une lettre à la ministre, ou en abordant ces questions dans une rencontre avec elle;
 - § invitant ses syndicats à en faire une diffusion large auprès de chacun de leurs membres;

- Considère qu'il est nécessaire que le corps enseignant dans son ensemble puisse de nouveau se constituer, auprès du public et du gouvernement, en interlocuteur collectif incontournable en ce qui concerne les problèmes et l'avenir du système d'éducation québécois,

Que la FNEEQ :

- a) élabore les grandes lignes d'un projet par lequel il soit possible de réunir des représentants de tous les ordres d'enseignement et du plus grand nombre possible d'organisations syndicales afin :
 - d'établir un diagnostic conjoint des problèmes qui minent depuis plusieurs années le système d'éducation;
 - de dégager une vision globale et cohérente de ce système (mission, principes et ressources);
 - d'élaborer une stratégie afin de faire connaître cette vision et de faire entendre le point de vue des enseignantes et des enseignants;
- b) procède aux explorations politiques nécessaires pour déterminer les conditions de succès de ce projet ainsi que la propension des autres organisations syndicales à y adhérer;
- c) fasse rapport au conseil fédéral de décembre 2007.

Que le conseil fédéral adopte la recommandation qui suit :

- Qu'en sus des mandats qu'elle a déjà à défendre, la FNEEQ s'oppose à toute modification du RREC qui aurait comme conséquence d'abaisser, même de façon temporaire, au collégial les seuils d'admission actuels en mathématiques et notamment :
 - § qu'elle sensibilise à cet égard la Coalition-cégeps;
 - § qu'elle alerte le Conseil supérieur de l'éducation;
 - § qu'elle organise une campagne de lettres aux journaux;
 - § qu'elle adresse sur cette question spécifique une lettre à la ministre, ou qu'elle aborde ces questions dans une rencontre avec elle;
- Que la FNEEQ s'assure que toute solution considérée ne se fasse pas au détriment des étudiantes, des étudiants, du personnel enseignant et de la qualité de la formation.